

Réf: Accom DEROGATION 2005/2

Résumé de l'avis du 6 juin 2005 relatif à une demande de dérogation à la règle limitant le montant des honoraires pour prestation de services non-audit (ratio « one to one ») visée à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés

▪ **Introduction / Objet de la demande d'avis**

Le Comité d'avis et de contrôle de l'indépendance du commissaire (ci-après, le Comité) a été saisi par un commissaire sur base de l'article 133, alinéa 6, 2° du Code des sociétés, d'une demande d'avis préalable au sujet d'une demande de dérogation à la règle dite « one to one » visée à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés.

Ladite règle « one to one » impose aux commissaires (ainsi qu'à leur réseau) de certaines sociétés, l'interdiction de prester des services non-audit dans la mesure où le total des rémunérations afférentes à ces services dépasserait leurs émoluments pour l'exercice du mandat de commissaire.

▪ **Principaux éléments du dossier**

Le requérant est le commissaire de deux sociétés de droit belge, qui font partie d'un groupe international dont le siège principal est établi aux Pays-Bas. Ce groupe international est une joint-venture 50-50 entre deux actionnaires cotés respectivement à la bourse de Francfort, sur Euronext-Amsterdam et sur le New York Stock Exchange (supervision assurée par la Securities and Exchange Commission). Une des sociétés de droit belge s'avère être le maillon le plus important dans l'organisation des ventes du groupe en Europe. La deuxième société de droit belge est active comme centre de coordination et assure une large gamme de services financiers aux autres entreprises du groupe.

Au niveau de la société mère néerlandaise, un comité d'audit international a été institué, opérant, conformément au modèle d'administration « dualiste » en vigueur aux Pays-Bas, à deux niveaux :

- le Supervisory Board Audit Committee siège au niveau du « *Raad van Commissarissen* »;
- le Management Board Audit Committee siège au niveau du « *Raad van Bestuur* ».

C'est ce dernier comité d'audit qui est chargé de l'évaluation et de l'autorisation d'éventuels services "non-audit" (suivant le système de pré-autorisation) et de l'approbation des honoraires y afférents. Il n'a pas été procédé à la mise en place de comités d'audit au niveau des sociétés de droit belge.

Le centre de coordination a fait appel au réseau du commissaire pour la prestation de certains services spécifiques non-audit, qui porteraient plus particulièrement sur de la consultance et de l'assistance dans le cadre des déclarations fiscales à établir pour les revenus perçus au cours de l'année 2004 par des cadres étrangers employés en Belgique. Le requérant a par ailleurs confirmé que les missions de nature fiscale envisagées ne comportent aucune représentation de la société contrôlée dans la résolution de litiges. De l'avis du commissaire, ces prestations ne sont pas interdites et ne mettent pas en cause son indépendance en tant que commissaire.

Sur base des informations communiquées par le commissaire, tant le détail des différentes missions que les honoraires proposés pour les prestations envisagées ont été préalablement soumis pour approbation au comité d'audit international précité qui les a explicitement autorisés.

Eu égard à la structure d'organisation centralisée et au rôle assumé par le centre de coordination dans ce cadre, ces prestations de services feront l'objet d'une facturation centralisée au niveau du centre de coordination, qui à son tour répercutera l'intégralité de ces charges sur les autres sociétés du groupe faisant partie de l'organisation centrale des ventes en Europe.

En ce qui concerne en particulier le respect de la règle « one to one » visée à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés, le commissaire a déclaré que les honoraires prévus pour la prestation de services comme précisée ci-avant, à des cadres étrangers, dépasseraient de façon très significative les émoluments attribués au commissaire au sein des deux sociétés de droit belge pour ce même exercice. Le commissaire ne sera dès lors en mesure de respecter les dispositions précitées du Code des sociétés et ne pourra effectivement pr ster lesdits services, que s'il obtient du Comité une dérogation à la règle one to one.

▪ **Avis du Comité (dérogation)**

Aspects de procédure

Le requérant a confirmé par écrit avoir transmis au Comité toutes les informations utiles en vue d'un examen correct de ses demandes, et ce conformément à l'article 2, alinéa 7 de l'arrêté royal du 4 avril 2003 en exécution de l'article 133, alinéa 10 du Code des sociétés visant la création du Comité d'avis et de contrôle de l'indépendance du commissaire.

Conformément à l'article 1^{er}, alinéa 5 du même arrêté royal, les experts désignés respectivement par l'Institut des Reviseurs d'Entreprises et par le Conseil Supérieur des Professions Economiques ont été invités à donner leur avis sur le dossier.

Nature et portée de l'avis

L'avis formulé ci-après a été rendu sur base de l'article 133, alinéa 6, 2^o du Code des sociétés qui investit le Comité du pouvoir d'accorder des dérogations au respect de la règle « one to one » visée à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés.

Compatibilité des services non-audit concernés avec l'exercice du mandat de commissaire

Sans préjudice des dispositions applicables du Code des sociétés, de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Reviseurs d'Entreprises et des arrêtés d'exécution de ces lois, la compatibilité des services non audit avec l'exercice indépendant de la fonction de commissaire doit s'analyser, dans le cas présent, plus précisément au regard de l'article 183 ter (6^o) de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés, introduit par l'article 2 de l'arrêté royal du 4 avril 2003 relatif aux prestations qui mettent en cause l'indépendance du commissaire.

La disposition précitée énonce que le commissaire ne peut se déclarer indépendant dans les cas où lui-même ou une personne de son réseau représente la société contrôlée dans le règlement de litiges fiscaux ou autres.

Le rapport au Roi qui précède l'arrêté royal du 4 avril 2003 relatif aux prestations qui mettent en cause l'indépendance du commissaire précise par rapport à cette disposition que les prestations relatives à des conseils en matière fiscale ne sont interdites ni par la Recommandation européenne du 16 mai 2002 en matière d'indépendance des commissaires, ni par la nouvelle législation américaine. Le même rapport ajoute qu'en raison du caractère ouvert de l'économie belge, il ne semble pas justifié d'inclure dans la liste des prestations interdites celles relatives à des conseils en matière fiscale. En revanche, le même rapport estime qu'un commissaire ou qu'une personne de son réseau qui intervient dans la résolution de litiges au nom de la société contrôlée, joue un rôle incompatible avec sa responsabilité de commissaire pour rendre un jugement objectif sur les comptes annuels.

D'après les informations transmises par le commissaire, les services non-audit qui seraient confiés par le centre de coordination au commissaire durant l'exercice 2005, portent sur des avis et consultations de nature fiscale dans le cadre des déclarations à l'impôt des personnes physiques à établir par des cadres étrangers employés en Belgique. Il ne ressort ni de la description de ces services telle qu'elle figure dans le dossier qui a été transmis au Comité, ni de l'examen qui en a été fait, que la prestation de ces services par le réseau du commissaire serait susceptible de menacer l'indépendance du commissaire et qu'en agissant de la sorte le commissaire accomplirait un rôle de représentation incompatible avec sa responsabilité de commissaire ou encourrait un risque d'autor vision. Le requérant a par ailleurs confirmé que les

missions de nature fiscale envisagées ne comportent aucune représentation de la société contrôlée dans la résolution de litiges (pour un cas similaire, voir Accom Dérégation 2004/1).

Examen de la demande de dérogation à la règle « one to one »

Toute dérogation à la règle one to one approuvée par le Comité, ne s'applique qu'aux seules prestations futures, en raison du fait qu'une telle dérogation ne peut pas couvrir des dépassements qui auraient déjà été constatés.

La dérogation à la règle one to one sollicitée par le requérant s'applique à l'exercice 2005 (pour les déclarations fiscales des cadres étrangers relatives aux revenus de l'année 2004). Or, le Comité constate à ce titre que certaines prestations de services ont déjà été assurées par le réseau du commissaire – même si les honoraires y afférents sont relativement limités – avant que le commissaire n'eût obtenu l'avis positif du Comité. **Il s'agit en l'espèce d'une manière de procéder négligente qui doit être portée à l'attention du cabinet d'audit et de son réseau, en raison du fait que cela aurait pu entraîner un dépassement illicite de ladite règle one to one.**

Sur base des informations communiquées par le requérant, le Comité constate que les prestations de services envisagées et les honoraires y afférents ont été explicitement et préalablement approuvés par le comité d'audit international précité, en application des règles du groupe en matière d'indépendance du commissaire.

Le Comité a également pris connaissance des procédures internes suivies par le commissaire dans le souci de préserver le respect des règles en matière d'indépendance.

Le Comité constate qu'en l'espèce, le dépassement spectaculaire de la règle one to one au niveau du centre de coordination – calculé sur une base individuelle (voir Accom Interprétation 2004/3) – est essentiellement sinon exclusivement dû à la structure d'organisation centralisée du groupe, prévoyant un rôle important pour le centre de coordination. En raison de cette structure d'organisation, les prestations de services envisagées font, en effet, l'objet d'une facturation centralisée au niveau du centre de coordination, qui à son tour répercutera l'intégralité de ces charges sur les autres sociétés du groupe faisant partie de l'organisation centrale des ventes en Europe.

Dans l'hypothèse où ces prestations de services seraient directement facturées aux sociétés du groupe concernées, sur la base des critères d'imputation objectifs arrêtés par le groupe, il s'avère, au contraire, qu'il n'y aurait pas de dépassement ou un dépassement non significatif de la règle one to one visée à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés, et calculée conformément à l'avis interprétatif du Comité 2004/3.

Compte tenu de ce qui précède, le Comité est d'avis que l'indépendance du commissaire des sociétés de droit belge visées, étant toutes les deux des filiales à 100 % d'un groupe international, ne sera pas ou ne risque pas d'être mise en cause **quant au fond**   cause du fait que les honoraires pay s pour les prestations de services de nature fiscale, telles qu'envisagées au profit des cadres étrangers employés en Belgique, dépasseront de façon très significative les émoluments attribués au commissaire pour le mandat qu'il exerce au sein de ces deux sociétés durant ce même exercice.

Afin d'éviter que l'**apparence** d'indépendance ne risque d'être compromise, le Comité recommande cependant qu'à l'avenir le passage déjà inclus à ce sujet dans le rapport annuel du centre de coordination soit substantiellement amélioré et complété.

- **Dérogation**

Pour les motifs exposés ci-avant, le Comité a décidé d'accorder au commissaire du centre de coordination la dérogation demand e au respect de la règle one to one prévue à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés.

Le Comité attire toutefois l'attention explicite sur l'observation critique qu'il a formulée au sujet de la manière de procéder négligente constatée dans le présent dossier, ainsi que sur sa recommandation que l'information contenue dans le rapport annuel de la société visée soit substantiellement améliorée et complétée.

La dérogation porte sur les seules prestations de services de nature fiscale qui seront assurées pendant l'exercice 2005 au profit des cadres étrangers employés en Belgique et qui, dans un premier stade, seront facturées au centre de coordination. Elle est renouvelable moyennant l'introduction d'une demande motivée.